

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 octobre 2014

PLF POUR 2015 - (N° 2234)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-249 (Rect)

présenté par

M. Piron, M. Gomes, M. Sauvadet, M. Tahuaitu et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 58 , insérer l'article suivant:****Mission « Relations avec les collectivités territoriales »**

Le titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2336-3 est ainsi modifié :

- a) À la première phrase du b) du 2° du I, le mot : « moyen » est remplacé par le mot : « médian » ;
- b) À la première phrase du 1° du II, après le mot : « revenu », le mot : « moyen » est remplacé par le mot : « médian » ;

2° L'article L. 2336-5 est ainsi modifié :

- a) Au b) du 2° du I, le mot : « moyen » est remplacé par le mot : « médian » ;
- b) À la première phrase du 1° du II, les mots : « revenu moyen » sont remplacés par les mots : « revenu médian ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à substituer, dans le dispositif de Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), à la notion de revenu moyen celle de revenu médian

Si la moyenne est l'indicateur le plus simple pour apprécier un ensemble de données, le niveau de revenu par exemple, elle n'est pas toujours le meilleur indicateur. Elle ne permet pas de se faire une idée de la réalité de la distribution d'une série de données, de l'importance des écarts, et peut comporter des incertitudes sur les valeurs extrêmes.

En effet, la moyenne peut être tirée vers le haut (ou par le bas) par la présence de quelques ménages à très hauts revenus sans pour autant offrir une appréciation juste de la réalité des revenus de la population d'un ensemble intercommunal.

La médiane est souvent plus pertinente. Elle partage une population en deux parts égales permettant ainsi de mieux prendre en compte la réalité de la distribution des revenus d'une population donnée.

À ce titre, il semble que l'appréciation des charges des collectivités membres d'un ensemble intercommunal, seront mieux appréciées à partir de la notion de revenus médians.

Tel est l'objet du présent amendement.